

Manif contre le non-financement d'enseignements à Nogaro

Suppression de nombreuses heures sous prétexte de baisse d'effectifs



Manif contre le non-financement d'enseignements à Nogaro

Une manifestation des parents d'élèves, soutenue par les élus et de nombreux enseignants, a lieu à 12 h 25, ce vendredi 5 février 2021, devant l'entrée de la cité scolaire d'Artagnan.

L'objet de la colère perceptible des manifestants, c'est la suppression effective, cette année, de nombreuses heures d'enseignement pour les classes de 1re et de terminale : elles ne sont plus financées. Cette année scolaire, 500 heures sont financées, soit 22 de moins que pour l'année scolaire précédente.

Or la réforme de l'enseignement qui vient d'entrer en vigueur, prévoit que les élèves de ces classes choisissent trois options sur douze offertes. La direction du lycée est donc obligée de supprimer certaines options et c'est le cas, par exemple, de l'espagnol – langue du pays étranger le plus proche de notre région - que beaucoup d'élèves souhaitent approfondir à l'Université.

Mais ce n'est pas tout : l'accompagnement personnalisé des élèves passe également à la trappe, lui qui est monté en épingle par l'Éducation Nationale (EN) ! De même pour les heures de dédoublement des classes (d'où des effectifs pléthoriques).

Enseignements supprimés égale lycée dévalorisé

Techniquement, l'EN accordait jusqu'à l'année dernière – aux établissements ruraux – des moyens supplémentaires (Allocation progressive de moyens) pour rétablir l'égalité avec les villes : 22 heures pour le lycée de Nogaro et 17 heures pour le collège. Cette année, ces heures sont donc supprimées.

Un financement selon les effectifs et non selon les enseignements

Beaucoup estiment que le fait que la réforme peine ainsi à entrer en vigueur dans les établissements ruraux, c'est dû à un manque de financement. « En effet, les moyens attribués aux établissements le sont en fonction des effectifs et non pas en fonction de l'offre d'enseignements ».

Le rectorat invoque une baisse des effectifs pour supprimer ces heures. Interrogés par Le Journal du Gers, des professeurs expliquent que les effectifs ont un mouvement de yoyo : cette année, il y a deux classes de 1re, alors qu'il y en avait trois l'année dernière et qu'il y en aura de nouveau trois en 2021-2022. La baisse d'une demi-douzaine d'élèves fait supprimer une classe, alors que les enseignements ont besoin de stabilité. On ne peut pas en supprimer une année et le remettre en route l'année suivante...

Les élus, les enseignants, les parents d'élèves et les autres citoyens craignent tout simplement que leur lycée ne soit plus attractif : les enfants des villes auront droit à tous les enseignements et à toute l'aide dont ils ont besoin. Quant aux enfants des territoires ruraux, ils n'auront droit qu'à un service minimum.

Est-ce que les pouvoirs publics en sont conscients ? Il est manifeste que la coupe est pleine, tant chez les parents d'élèves que chez les enseignants et les élus.



Groupe d'élèves qui souhaitent que leur choix de spécialité ne soit pas réduit



A droite, Vincent Gouanelle, président de la communauté de communes (CC)



Christian Peyret (maire de Nogaro), Joseph Belkri (conseiller municipal de Nogaro) et Patrick Guichebarou (maire de Caupenne-d'Armagnac)



Patricia Galabert (maire du Houga, vice-présidente de la CC) et Bernard Hamel (conseiller municipal de Nogaro et vice-président de la CC)



Des élèves observent depuis l'intérieur du lycée



1 La manif avec Patricia Galabert Bernard Hamel Christian peyret Patrick Guichebarou et Vincent Gouanelle 1bis 060221.jpg